

INSTRUCTION

N° 97-067-B1 du 29 mai 1997

NOR : BUD R 97 00067 J

Texte publié au BOCP

TITRES DE PAIEMENT

ANALYSE

Arrêté des titres de paiement et de leurs pièces justificatives.

Date d'application : 29/05/1997

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ; PAIEMENT ;
PIÈCES JUSTIFICATIVES ; ARRÊTÉ EN LETTRES ; ARRÊTÉ EN CHIFFRES

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	TGC	TGE						

DIFFUSION

CS 23

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureau C3

L'attention de la direction de la comptabilité publique a été appelée par plusieurs ordonnateurs sur l'obligation imposée par des comptables d'arrêter les ordonnances, les mandats et les pièces justificatives des dépenses de l'Etat en lettres ou en chiffres.

Aussi, a-t-il été jugé utile de rappeler les dispositions du décret n° 58-1030 du 28 octobre 1958 qui demeure le texte de référence en la matière.

1. ARRÊTÉ DES ORDONNANCES ET MANDATS

Le décret de 1958 précité dispose que l'arrêté en lettres ou en chiffres des titres de paiement est obligatoire.

Sur les imprimés types des ordonnances et mandats figurent des mentions pré-imprimées prévues à cet effet. Aucune inscription supplémentaire n'est donc nécessaire.

2. ARRÊTÉ DES PIÈCES JUSTIFICATIVES PRODUITES A L'APPUI DES TITRES DE PAIEMENT (FACTURE, MÉMOIRE, ETC...)

2.1. OBLIGATIONS DU CRÉANCIER DE L'ETAT

L'entrepreneur ou le fournisseur n'a pas à procéder à l'arrêté en lettres ou en chiffres des mémoires ou factures sauf dans les cas suivants :

- les mémoires et factures ne sont pas établis par un procédé mécanographique ;
- le règlement n'est pas effectué par virement à un compte courant soit dans un établissement bancaire, soit dans un centre de chèques postaux, soit chez un comptable public.

2.2. OBLIGATIONS DE L'ORDONNATEUR

Il n'existe aucune obligation d'arrêté en lettres ou en chiffres des factures ou mémoires par l'ordonnateur, sauf dans les cas suivants :

- si une rectification a été opérée par l'ordonnateur à la suite d'une erreur commise par le créancier dans le montant de la facture ou du mémoire ;
- si des dispositions contraires figurent dans le règlement de comptabilité.

Toute difficulté devra être portée à la connaissance de la direction, sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION C

ALAIN BONEL